

# INITIATIVES CÔTE D'IVOIRE.



Initiatives Côte d'Ivoire (I.C.I) est un groupe de réflexion créé en 2012 par de jeunes entrepreneurs et cadres dynamiques du pays. En réponse à la crise profonde que traverse la Côte d'Ivoire, ICI propose une nouvelle manière d'envisager le futur, une nouvelle vision sur des thèmes aussi larges qu'importants tels que le travail, l'éthique, la justice. Ce message est véhiculé auprès d'une jeunesse désireuse d'avancer vers une Côte d'Ivoire forte. I.C.I crée une plateforme d'échanges, de débats et propose des pistes de réflexion, des solutions innovantes dans le but de devenir le think tank de référence en Côte d'Ivoire.



## INSÉCURITÉ EN CÔTE D'IVOIRE : COMMENT SORTIR DE L'IMPASSE ?

Plus d'un an après la fin de la crise post-électorale, les Ivoiriens, dans leur grande majorité, aspirent à vivre dans un pays apaisé et sécurisé et à tourner le dos à une décennie de crises politiques et militaires qui ont mis à mal les fondements de la cohésion sociale et de la gouvernance de la Nation. Malheureusement, les récentes attaques contre les forces républicaines de Côte d'Ivoire démontrent que la situation sécuritaire demeure précaire et que les rancœurs et les peurs, qui ont alimenté une décennie de violences politiques et militaires, existent toujours dans le quotidien des Ivoiriens.

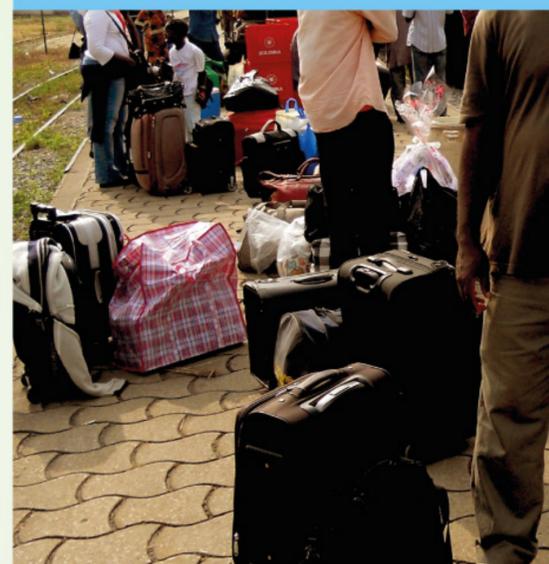
La situation du pays est paradoxale car, en dépit de cette insécurité, on note une reprise évidente de l'activité économique avec le lancement de grands travaux d'infrastructures, le retour des investisseurs étrangers et un taux de croissance annoncé de 8 % en 2012. On note également un retour progressif de la diplomatie ivoirienne sur la scène internationale.

Il reste que, si nos gouvernants n'arrivent pas à trouver les moyens pour juguler l'impasse sécuritaire, cette embellie risque de n'être que conjoncturelle. Et de ce fait, notre pays ne pourra pas amorcer une véritable relance économique, pourtant nécessaire pour réduire les nombreuses poches d'inégalités économiques et sociales qui comptent aussi parmi les causes de l'insécurité actuelle.

Initiatives Côte d'Ivoire est un Think Tank ivoirien qui veut prendre sa part dans la recherche des solutions et dans la sensibilisation aux vertus de la paix, du développement social et économique de notre pays. À ce titre, nous en sommes venus à nous poser des questions sur les moyens de sortir définitivement de ce cycle de violence et d'insécurité, préjudiciables au développement. Que pouvons-nous faire pour mettre fin à l'insécurité en Côte d'Ivoire ?

À Initiatives Côte d'Ivoire, nous estimons que la résolution de la question sécuritaire tiendra dans quatre actions politiques prioritaires :

- 1 • la résolution des questions militaires avec la mise en œuvre effective d'un programme



de désarmement ;

- 2• la mise en œuvre d'une véritable politique de réconciliation nationale afin d'effacer les rancoeurs et les peurs qui existent encore entre Ivoiriens ;
- 3• le renforcement de l'état de droit avec une lutte accrue contre l'injustice et l'impunité;
- 4• et enfin la restauration de l'équilibre des pouvoirs entre les différentes Institutions de l'État.

## DÉSARMER

Les dernières élections présidentielles de Côte d'Ivoire ont connu un engouement mais aussi un degré de passion inégalée dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire. Si jusqu'à la veille du second tour, le débat contradictoire et les projets semblaient être les clés de l'élection, tout a subitement basculé, créant une radicalisation des positions non seulement dans la classe politique mais aussi au sein des populations. Il en est résulté une forte polarisation politique qui n'a pas épargné le corps social. Des amitiés et même des familles en ont fait les frais.

La fracture sociale matérialisée par les précédentes crises militaro-politiques s'est rouverte et a été accentuée par la crise militaire post-électorale. La crise post-électorale a mis en scène, outre les forces militaires régulières (nationales et internationales), des miliciens de tous bords et des « volontaires » de la dernière heure.

Après une période d'accalmie sur le plan militaire, de nouvelles attaques ont lieu depuis le mois d'août 2012 à Abidjan et dans différentes régions du pays. Ces attaques ont révélé que la situation du pays est loin d'être apaisée et que nous ne sommes pas à l'abri d'une reprise à plus ou moins long terme des hostilités entre les forces de sécurité nationales et de « groupes d'assailants » pour l'instant encore mal identifiés.

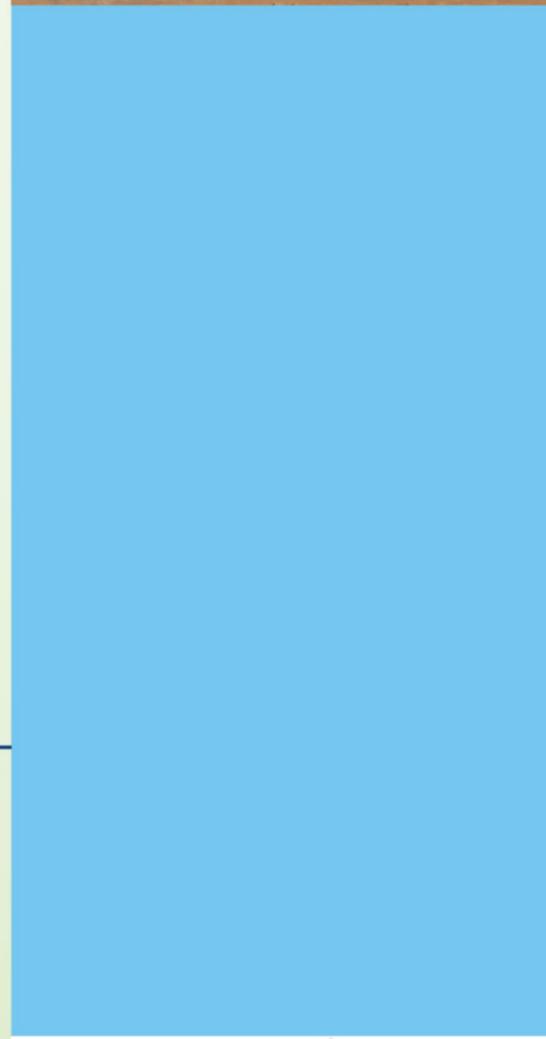
Dans un tel contexte d'insécurité ambiante, et afin de lutter contre la prolifération des armes et la présence dans nos villes et campagnes de forces militaires et paramilitaires non autorisées, il est impératif de démarrer un processus de désarmement véritable et durable parce que politiquement acceptable pour tous.

Il est tout aussi impératif d'entamer la réforme des Forces républicaines de Côte d'Ivoire afin de créer une armée véritablement républicaine, composée de militaires formés aux métiers des armes, ayant une conscience claire de leur rôle dans la nation, respectueux de la hiérarchie et représentant la diversité du pays.

## RÉCONCILIER

Bien qu'étant un préalable à la sécurisation et à la stabilité du pays, le désarmement et la réforme des forces de sécurité ne seront pas suffisants pour sortir de cette impasse sécuritaire.

En effet, les différentes attaques contre les Forces républicaines de Côte d'Ivoire et les populations civiles se nourrissent aussi de la crise politique larvée que traverse le pays. Il est important de décrisper l'atmosphère sociopolitique actuelle afin d'atténuer tout sentiment de revanche ou toute volonté de déstabilisation d'où qu'elle vienne.



Les violences vécues lors de cette décennie de crises militaires ont laissé dans le cœur des Ivoiriens et des habitants de la Côte d'Ivoire des cicatrices indélébiles, qui ne pourraient s'effacer sans une véritable politique de réconciliation nationale. À l'instar de leurs frères sud-africains à la fin des années 1990, les Ivoiriens ne pourront pas faire l'économie de cette catharsis articulée à un exercice de repentance collectif qui permet d'apaiser les rancœurs et les peurs et, par ricochet, de restaurer la cohésion sociale.

La réconciliation nationale doit être une des priorités de nos gouvernants. Mais on ne se réconcilie pas seul et il est important qu'un dialogue politique se mette en place pour démarrer ce processus de réconciliation. Les difficultés que rencontre la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation sont pour nous, entre autres, liées à cette absence de dialogue politique.

Nous pensons que le pouvoir en place doit impulser cette dynamique de réconciliation et continuer de tendre la main à ses opposants en favorisant le retour des exilés politiques, en dégelant les avoirs des responsables politiques non poursuivis par la justice et, enfin, en jugeant dans les meilleurs délais les responsables politiques poursuivis par la justice.

Parallèlement, l'opposition politique doit s'engager à accepter une trêve politique et sociale, à sensibiliser ses militants et sympathisants à l'apaisement et à la réconciliation et à participer aux prochaines élections municipales et régionales.

Ces initiatives permettront d'apaiser le climat politique actuel et serviront de terreau à la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation pour mettre en place son ambitieux programme de réconciliation nationale.

## RENFORCER L'ÉTAT DE DROIT

Après le désarmement et l'amorce d'un véritable processus de réconciliation, nous estimons que la situation sécuritaire ne sera stabilisée qu'une fois que nos gouvernants auront véritablement renforcé l'état de droit dans le pays.

En effet, les sentiments d'impunité et d'injustice sont de vrais vecteurs d'insécurité. Ils contribuent à renforcer l'idée que tous les citoyens ne sont pas égaux devant la justice et qu'il est préférable de se faire justice soi-même ; d'où la tendance croissante à l'auto-recours à la violence physique pour régler des contentieux civils ou politiques.

À notre avis, les différentes crises sociopolitiques et militaires que nous avons connues au cours de la dernière décennie auraient pu être évitées si le citoyen, l'homme politique ou le militaire ivoirien avait une plus grande confiance dans le système judiciaire de son pays.

Il est donc nécessaire de renforcer la lutte contre l'injustice et l'impunité et de s'assurer que tous les citoyens sont égaux devant la loi.

Les différentes procédures judiciaires engagées dans le cadre des violences commises durant la crise post-électorale devront briller par leur impartialité afin de rassurer le



citoyen ivoirien sur la réalité de l'état de droit dans son pays. Elles devront l'aider à accepter le processus de réconciliation qui doit permettre de panser les plaies et de préparer un avenir radieux pour notre beau pays.

## RÉÉQUILIBRER LES POUVOIRS

---

Enfin, la décennie de crises que nous avons traversée a entraîné un renforcement du pouvoir exécutif au détriment des pouvoirs législatif et judiciaire.

Tous les pouvoirs régaliens ont développé un goût prononcé pour l'exercice politique contrairement à l'esprit de la Constitution.

Il est important, pour le renforcement de la démocratie nécessaire au développement de toute société, que le blason de nos institutions soit redoré, leur pérennité assurée et qu'elles reprennent en charge les responsabilités qui leur sont dévolues. Ainsi, l'Assemblée Nationale doit véritablement se réapproprier son rôle de force de propositions et de contre-pouvoir, et éviter d'être une simple chambre d'enregistrement.

Il est aussi primordial, pour assurer la continuité des lois qui sont adoptées, que la légitimité perçue et réelle de l'Assemblée soit assurée par une représentativité significative des différents segments et couches de la société ivoirienne.

Si cette condition n'est pas respectée, on pourra difficilement s'attendre à ce que les lois adoptées à l'Assemblée Nationale aujourd'hui sur des sujets aussi importants que la nationalité et le foncier ne soient pas remises en question demain, lorsque la composition de l'Assemblée aura changé.

Les défis sont nombreux pour un pays qui sort d'une crise aussi grave que celle qu'a connue la Côte d'Ivoire, notre pays. Rétablir la sécurité des biens et des personnes, réaffirmer l'autorité de l'État et relancer l'économie sont les principaux défis auxquels doivent faire face nos gouvernants dans cette période charnière. Les récentes tensions sécuritaires attestent la complexité de la tâche et appellent peut-être à une révision des politiques menées jusqu'à présent. Nous pensons que la réconciliation nationale et le renforcement d'un État attaché au droit et qui combat l'injustice et l'impunité sont les préalables au retour de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire. Se tromper sur l'ordre des priorités présente le risque de laisser la société ivoirienne dans un état permanent et larvé de conflit politique et militaire qui met à mal les fondements de la Nation et retarde le développement du pays.

